



Bulletin d'information FAO Burkina Faso

Janvier-mars 2022 – no.2



Sécurité alimentaire et analyse des risques dans le Centre-Nord, Est, Nord et Sahel

Aperçu de la situation

Entre janvier et mars 2022, la situation humanitaire au Burkina Faso s'est fortement dégradée comparé au trimestre précédent et à la même période l'année dernière. Les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel, déjà caractérisées par d'importants enjeux sécuritaires, sont particulièrement touchées par l'aggravation de la situation.

En effet, ces quatre régions concentrent plus de 88 pour cent des personnes déplacées internes (PDI) de l'ensemble du pays (Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation [CONASUR], 28 février 2022), en particulier les régions du Centre-Nord et du Sahel, qui sont actuellement marquées par des besoins d'assistance alimentaire urgents. Depuis le début de l'année, de nombreux incidents sécuritaires ont été enregistrés, avec notamment un blocus imposé par les groupes armés non étatiques (GANE) sur certaines villes, telles que Djibo et Pama, limitant ainsi les interventions humanitaires et paralysant l'économie locale.

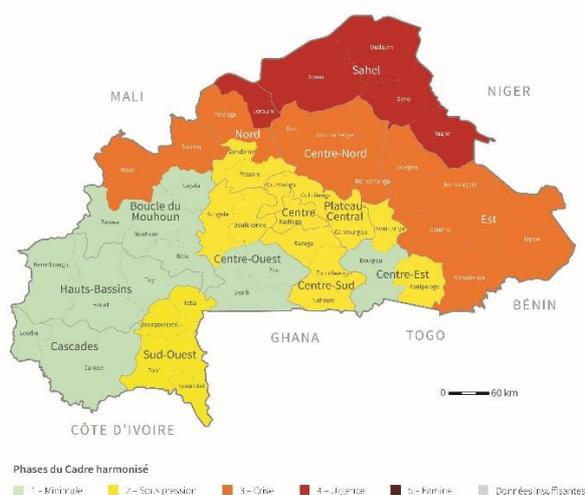
En outre, les résultats de la campagne agropastorale 2021/22 indiquent un taux de couverture des besoins céréaliers déficitaire dans les régions du Centre-Nord, du Nord et du Sahel, avec environ 75 pour cent des ménages qui ne pourront pas couvrir leurs besoins alimentaires grâce à leur propre production, contre 52 pour cent au niveau national (Coordination des politiques sectorielles agricoles, mars 2022). De plus, l'analyse du Cadre Harmonisé ([CH], mars 2022) indique que 70 pour cent des 2,36 millions de personnes actuellement en insécurité alimentaire aiguë sont localisées dans ces quatre régions.

FAITS SAILLANTS

- **3,45 millions de personnes estimées en insécurité alimentaire aiguë** (juin-août 2022, CH, mars 2022).
- **+1,8 million de PDI**, dont 88 pour cent dans les quatre régions déjà touchées par l'insécurité – Centre-Nord, Est, Nord et Sahel (CONASUR, 28 février 2022).
- **4 680 enfants souffrent de malnutrition aiguë** dans le pays, dont la majorité dans les régions du Centre-Nord (886 cas), de l'Est (952) et du Nord (588) (Bulletin hebdomadaire de la Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë [PCIMA], S13, mars 2022).
- **Début très précoce de la soudure pastorale**, marqué par le tarissement de nombreux points d'abreuvement du cheptel et la réduction de l'espace pastoral en raison de l'insécurité.
- **Annonce de la résurgence du virus de la grippe aviaire** (37 foyers dans sept régions du pays) pour la troisième fois depuis 2006 et 2015.
- **Entre 60 et 80 pour cent de hausse des prix** comparé à la moyenne quinquennale pour les céréales de base sur certains marchés des quatre régions, nuisant au pouvoir d'achat des ménages et à leur nutrition (Réseau de systèmes d'alerte rapide sur les risques de famine [FEWSNET], mars 2022)
- **Avènement au sommet de l'État du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la refondation** – changement institutionnel induisant un ralentissement des activités au niveau national (fermeture des frontières, dissolution du gouvernement, de l'Assemblée nationale et des collectivités territoriales).
- **Blocus de la ville de Djibo (février-mars 2022) par des GANE**, déplaçant les populations et leurs animaux vers le centre qui se retrouvent concentrés au sein d'1 km et impactés par l'assèchement du principal barrage de la ville, par des marchés non approvisionnés et un accès réduit aux ressources pastorales (FAO, rapport évaluation sur les moyens d'existence, mars 2022).

La plupart des ménages ruraux de ces quatre régions, et en particulier les ménages pauvres, ont déjà épuisé leurs stocks et s'appuient sur les marchés pour s'alimenter. Cependant, en raison de l'insécurité accrue et des perturbations du fonctionnement des marchés, une flambée des prix des denrées de base a été enregistrée, avec des taux les plus élevés depuis ces dix dernières années (Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire [SONAGESS], février 2022). Des variations records à la hausse, entre 60 et 80 pour cent comparé à la moyenne quinquennale, ont été observées fin février pour les céréales de base sur les marchés de Seytenga, Sebba, Arbinda, Kelbo (Sahel), Haaba, Gayéri (Est), Titao (Nord), Boulsa, Kongoussi (Centre-Nord) selon FEWSNET. Avec les difficultés d'acheminement de l'assistance humanitaire dans certaines localités de ces régions, les ménages adopteraient des stratégies d'adaptation négatives sévères.

Bien que les régions soient caractérisées par leur vocation pastorale, les conditions environnementales pour le cheptel des populations sont exacerbées. Selon le bilan fourrager de la campagne agropastorale 2021/22, la région du Sahel est déficitaire, l'Est en équilibre et le Centre-Nord et le Nord sont excédentaires. Ces quatre régions, qui concentrent une grande proportion du cheptel national, sont confrontées à une soudure pastorale très précoce et complexe qui a notamment débuté en janvier dans de nombreuses localités. Cette situation est exacerbée par la réduction croissante des espaces pastoraux en raison principalement de l'insécurité, mais également de l'irrégularité des pluies. D'importants effectifs de cheptel se retrouvent coincés dans des zones totalement enclavées sans possibilités de mouvements, malgré la période habituelle de transhumance. Dans certaines localités telles qu'à Djibo, de nombreuses pertes de bétail ont été enregistrées en raison du manque d'aliments et d'eau. Enfin, en raison de la grippe aviaire, plus de 300 000 volailles estimées ont été perdues fin février à l'échelle nationale (CH, mars 2022).



Source: Centre permanent inter-état de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Les résultats de la consolidation régionale du Cadre Harmonisé au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mars 2022.

La région du Centre-Nord

Au total, 80 incidents sécuritaires ont été enregistrés au premier trimestre de 2022 dans le Centre-Nord, comparé à seulement 18 à la même période l'année dernière (*Armed Conflict Location & Event Data Project [ACLED]*, mars 2022). La dégradation de l'insécurité se traduit par un déplacement massif de population, avec 652 159 PDI estimés dans la région (28 février 2022), ce qui représente environ 36 pour cent de l'ensemble des PDI au niveau national. Ces chiffres constituent une hausse de plus de 46,6 pour cent en seulement 12 mois. En outre, entre janvier et mars 2022, 14 alertes liées aux déplacements de populations suite à des chocs sécuritaires ont été publiées concernant 17 143 ménages (136 371 PDI), faisant de la région du Centre-Nord celle qui a accueilli le plus de PDI (Groupe de coordination de la réponse rapide [GCOORR], mars 2022).



Une femme PDI bénéficiaire d'un appui aux activités d'élevage

Sur le plan agricole, la Direction régionale en charge de l'agriculture rapporte qu'environ 6 310 ha ont été emblavés en cultures maraîchères pour la campagne agricole 2021/22, avec une production estimée à 105 440 tonnes. Toutefois, une baisse de 9,31 pour cent et de 19,24 pour cent respectivement pour les superficies emblavées et les résultats de production est constatée par rapport à la campagne précédente. Cette contre-performance s'expliquerait principalement par le faible niveau d'appui en intrants agricoles, l'arrêt brusque de la production sur certains sites dû au tarissement précoce des points d'eau, ainsi que les attaques phytosanitaires. À ces facteurs s'ajoutent la réduction de l'espace agricole, avec environ 2 000 ha non emblavés en raison de l'insécurité (Direction régionale de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques du Centre-Nord, mars 2022).

En ce début d'année 2022, les conditions des pâturages sont médiocres dans les trois provinces de la région, excepté aux abords des lacs Dem et Bam. L'état physique des animaux est *passable* à *bon* dans la province du Namentenga, toutefois *passable* à *mauvais* dans le Sanmatenga et le Bam où des pâturages dégradés avaient déjà été observés depuis le trimestre précédent. De plus, l'accès aux sous-produits agro-industriels (SPA) est jugé peu favorable avec des variations annuelles des prix allant

jusqu'à 30 pour cent. Enfin, des cas de gripes aviaires ont été enregistrés dans la province du Namentenga.

En outre, la baisse des prix des animaux (bovins, caprins, ânes) par rapport au trimestre passé et à la même période de l'année dernière est notamment due au bradage des animaux par les PDI, qui tentent de subvenir à leurs besoins urgents. Cependant, une légère hausse de l'offre et des prix du bélier est à noter par rapport au trimestre passé et au mois de mars 2021, ce qui pourrait être dû aux noyaux d'embouche constitués pour la vente lors des fêtes de Pâque, du Ramadan et de la Tabaski. Les termes de l'échange (TDE) sont en dégradation et en défaveur de l'éleveur à cause de la hausse inédite des prix des céréales et du bradage des animaux.

Selon les données du CH de mars 2022, les provinces du Bam et du Sanmatenga sont *sous pression* et celle du Namentenga en phase de *crise* (mars-mai 2022). La population en besoin d'assistance alimentaire dans la région du Centre-Nord est estimée à 376 779 personnes, soit 16 pour cent de la population dans le besoin au niveau national. De plus, l'approvisionnement des différents marchés par les commerçants reste *faible à moyen*, tandis que le niveau du stock paysan reste *passable*. Les flux internes des céréales sont en baisse par rapport à l'année dernière à la même période. Enfin, les denrées restent disponibles, mais au regard de la hausse des prix, cela pourrait être un frein à l'accessibilité de ces produits par les ménages, en particulier les plus pauvres. Les prix moyens des denrées alimentaires indiquent une tendance à la hausse au cours des trois derniers mois, principalement pour le sorgho, le mil et le voandzou. Les deux repas par jour sont cependant actuellement assurés pour les ménages de la région.

Selon les données de l'enquête nutritionnelle 2021, la région du Centre-Nord présente la plus forte prévalence de retard de croissance, avec 32,2 pour cent dont 10,1 pour cent de forme sévère. Selon la Direction de la nutrition, la région du Centre-Nord a enregistré au cours de la 13^{ème} semaine de 2022 le deuxième plus grand nombre de cas de malnutrition aigüe (853 cas).

La région de l'Est

Durant le premier trimestre de 2022, la région de l'Est a enregistré une cinquantaine d'incidents ayant occasionné plusieurs décès, notamment de civils, de volontaires pour la défense de la patrie et de militaires (G CORR, mars 2022). Concernant les mouvements de population, la région comptait 156 485 PDI (28 février 2022), soit environ 8,6 pour cent des PDI de l'ensemble du pays, avec une hausse d'environ 174 pour cent comparé à mars 2021. La commune de Fada N'Gourma accueille près de 50 pour cent des PDI de la région, suivie de Gayéri et Pama qui concentrent 20 pour cent de l'effectif régional.

La campagne maraîchère est marquée par des récoltes souvent précoces pour toutes les spéculations. En raison du manque d'eau, certains producteurs ne pourront pas

entamer un second cycle de production. Les maraîchers plaident en faveur de la réalisation de forages et de puits à grand diamètre pour augmenter les capacités hydrauliques. En effet, les activités maraîchères contribueront à améliorer les revenus des producteurs (y compris des PDI et de leurs hôtes) et à approvisionner les marchés en produits alimentaires. Au vu de la situation, certains producteurs qui vendaient habituellement le sac de tomates de 50 kg à 50 000 XOF, le cèdent aujourd'hui à 5 000 XOF contribuant à éroder davantage leurs revenus. Il convient de noter également une mévente au niveau de la tomate sur le marché de Fada enregistrée en raison de l'absence des commerçants étrangers habituels (surtout du Bénin) due à l'insécurité.

Selon les estimations du bilan fourrager, la région est en *équilibre* en termes de couverture des besoins. Cependant, l'accès difficile aux principales zones de pâture (Namoungou, Potiamanga, Kabonga, Tapoa, Bopo, etc.) en raison des GANE a entraîné l'installation précoce de la soudure pastorale (janvier-février), avec des difficultés alimentaires et d'abreuvement. L'offre des animaux (bovins, ovins et caprins) a baissé de plus de 7 pour cent par rapport à l'année passée. Ainsi, le prix des bovins a connu des hausses respectives de 20 pour cent et 11 pour cent par rapport à la même période l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Le prix moyen des ovins a connu une baisse de 34 pour cent par rapport à la même période l'année dernière, mais est en hausse de 20 pour cent comparativement à la moyenne quinquennale. On note une hausse du prix des SPAI de 20 pour cent par rapport à l'année passée, en raison de la faible disponibilité du fourrage naturel et de la pression de la demande. En outre, depuis le 22 janvier 2022, une épidémie de grippe aviaire touche les communes de Bogandé, Piéla et Thion dans la province de la Gnagna et la commune de Fada N'Gourma, dans la province du N'Gourma.



Récolte d'oignon par des femmes bénéficiaires de l'appui en maraîchage

Selon les dernières analyses du CH, deux provinces de la région de l'Est (Komondjoari, Tapoa) sont en *crise* et trois sont *sous pression* sur la période mars-mai 2022. La population en situation de *crise et pire* (Phase 3+) durant cette même période est estimée à 361 099 personnes, soit 15 pour cent du total au plan national. Ces populations ont besoin d'une assistance immédiate afin d'éviter qu'elles n'adoptent des stratégies d'adaptation irréversibles qui

anéantiraient leurs moyens d'existence. Le niveau des stocks paysans en céréales est très faible en ce moment. Il est en baisse par rapport à l'année passée à la même période.

En outre, les stocks commerçants sont faibles et les prix des denrées de base (riz et huile) sont en hausse de près de 50 pour cent comparé à l'année dernière et à la normale. Les produits alimentaires de base sont peu disponibles et les prix sont en hausse progressive depuis plusieurs mois. Par exemple, dans les villes de Pama et Gayéri, où les PDI représentent plus de 25 pour cent de la population, les prix des denrées alimentaires sont en hausse, comparé à l'année passée et à la moyenne quinquennale. Ainsi, sur ce premier trimestre de 2022, les prix des céréales de base ont connu une hausse de près de 60 pour cent.

En outre, dans les communes Pama, Gayéri, Kompienga et Madjoari, l'insécurité limite l'accessibilité des populations à l'assistance humanitaire et aux services sociaux de base (fermetures des écoles, des centres de santé et des marchés). De plus, selon les données de l'enquête nutritionnelle 2021, la région de l'Est présente la deuxième plus forte prévalence de retard de croissance (après le Centre-Nord) avec 29,3 pour cent, dont 8,7 pour cent de forme sévère. Selon la Direction de la nutrition, les données pour la 13^{ème} semaine de 2022 indiquent que les admissions les plus élevées de cas de malnutrition aiguë (soit 954 cas) sont enregistrés au niveau de la région de l'Est.

La région du Nord

Au total, 63 incidents sécuritaires, ayant occasionné 59 décès, ont été répertoriés durant les premiers trois mois de 2022 dans la région du Nord (ACLED, mars 2022). Ceci expliquerait en partie la hausse de 129 pour cent, comparé à la même période l'année dernière, du nombre de PDI enregistré au 28 février 2022. Par ailleurs, la région abrite 11,7 pour cent des PDI de l'ensemble du pays et un total de 32 331 nouveaux PDI (4 289 ménages) arrivant en particulier des communes de Thiou et Sollé et accueillis à Ouahigouya (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 11 mars 2022). Les villes telles que Titao, Thiou et Ouindigui se sont pratiquement vidées de leurs populations, qui se sont installées dans les villes de Séguénéga et Ouahigouya.

Durant le premier trimestre de 2022, la campagne maraîchère a été marquée par des récoltes souvent précoces pour toutes les spéculations. Ce trimestre marque également la fin de la campagne sèche, rendant impossible un deuxième cycle de production en raison de l'insuffisance d'eau. L'évaluation à mi-parcours démontre cependant un emblavement de 7 122 ha, soit un taux de 94,34 pour cent, au vu des prévisions de 7 580 ha. La production est estimée à 160 334 tonnes contre 184 482 tonnes prévue, soit en baisse de 13,09 pour cent. Cette situation s'expliquerait par une baisse des emblavures liée non seulement à l'insécurité, aux coûts de l'engrais mais également à la faible disponibilité en eau.

Le bilan fourrager de 2021/22 classe la région du Nord parmi les régions excédentaires (taux de couverture de 147 pour cent). Cependant, le premier trimestre de 2022 marque l'installation de la soudure pastorale avec des difficultés alimentaires pour le bétail, accentuées par la restriction des zones de pâtures en raison des menaces et attaques des GANE. Le fourrage herbacé et ligneux accessible est en nette dégradation et ne couvre plus les besoins journaliers des animaux. De plus, le tarissement des points d'eau accentue les difficultés d'abreuvement du bétail. Une hausse du prix des SPAI atteignant 20 pour cent par rapport à l'an passé a été enregistrée et les TDE bétail/céréales (environ 1,07) sont en défaveur de l'éleveur à cause de la hausse inédite des prix des céréales. Comparativement à la même période l'année passée, les TDE sont globalement en dégradation.

Le CH indique que deux provinces de la région du Nord (Loroum et Yatenga) sont en *crise*, le Passoré est *sous pression* et le Zondoma est en phase *minimale* sur la période de mars à mai. La population en phase 3+ durant cette même période est estimée à 403 446 personnes, soit 17 pour cent du total au plan national. Sur les marchés, les prix des différentes céréales ont connu des hausses d'au moins 30 pour cent comparé à l'année passée et de plus de 35 pour cent comparé à la situation normale. À Titao (Loroum), les prix des céréales de base ont connu une hausse de près de 60 pour cent. En ce qui concerne les produits maraîchers, les prix ont atteint une hausse de près de 80 pour cent pour la pomme de terre et 116 pour cent pour l'oignon. Celles-ci seraient dues à une baisse des emblavures, à la production consécutive à la hausse du prix des intrants et à l'insuffisance en eau.

Selon les résultats de la mission de suivi des marchés, conduite par le Système d'alerte précoce national entre février et mars 2022, un fonctionnement normal, avec un niveau d'approvisionnement assez bon, est constaté sur le marché à bétail de Youba. Le prix des bovins a cependant connu des hausses respectives de 20 pour cent et 11 pour cent par rapport à la même période l'année passée et à la moyenne quinquennale. Le prix moyen des ovins a connu une baisse respectivement de 34 pour cent par rapport à la même période de l'année passée, mais est en hausse de 20 pour cent comparativement à la moyenne quinquennale.

Sur le plan nutritionnel, la région enregistre 11,9 pour cent d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë, un taux supérieur au seuil d'alerte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le taux de malnutrition chronique est estimé à 21,3 pour cent et celui de l'insuffisance pondérale à 19,1 pour cent. Ces indicateurs représentent des situations précaires suivant les seuils de l'OMS (Direction de la nutrition, mars 2022).

La région du Sahel

Hormis une relative accalmie observée dans la province du Yagha, les incidents sécuritaires se sont multipliés dans les trois provinces de la région du Sahel (Soum, Oudalan et Seno) depuis le début de l'année 2022. Selon ACLED, au cours du premier trimestre de 2022, la région du Sahel a enregistré plus de 145 incidents sécuritaires. Selon CONASUR, le Sahel comptait au 28 février 2022, 575 870 PDI, ce qui représente 32 pour cent de l'effectif national et une hausse de 12 pour cent depuis le début de l'année 2022.

Selon l'analyse des contraintes d'accès réalisée par les acteurs humanitaires de la région en février 2022, les 26 communes présentent d'importantes difficultés d'accès et 25 pour cent des villages de la région ont été abandonnés (dont 40 pour cent au Soum et 24 pour cent au Yagha). Enfin, à partir de mi-février 2022, la commune de Djibo a été marquée par un blocus imposé par les GANE.

Le premier trimestre de 2022 marque la fin de la campagne maraîchère 2021/22. Au total, 90 sites de production ont été mis en valeur avec une superficie emblavée estimée à 483 ha sur 744 ha prévus, soit un taux de réalisation de 65 pour cent. Ces superficies sont en baisse de 9 pour cent par rapport à la campagne de 2020/21, avec toutefois une hausse de 254 pour cent au Yagha. En termes de production, 8 957,43 tonnes toutes spéculations confondues sont attendues, contre 10 563,64 tonnes enregistrées lors de la campagne précédente, soit une baisse de 15,20 pour cent (baisse de 71 pour cent au Soum et 42 pour cent au Séno).

Le bilan fourrager 2021/22 classe la région du Sahel parmi les régions déficitaires, avec un taux de couverture de 63 pour cent pour une durée d'utilisation de cinq mois. L'insécurité dans la région rend quasi impossible la pratique de la transhumance. De plus, la période de janvier à mars amorce la soudure pastorale avec des difficultés d'alimentation et d'abreuvement du bétail. En effet, les pâturages disponibles sont peu fournis et de qualité médiocre et la plupart des points d'eau de surface ont tari. Cette situation se complique avec la réduction de l'accès des aires de pâture et des points d'eau en raison des menaces et des attaques des GANE. Courant février et mars 2022, un important mouvement de bétail a été constaté à Djibo suite aux ultimatum et menaces des GANE dans des villages environnants et certains secteurs de la ville. Une évaluation rapide des moyens d'existence a été faite par la FAO et ses partenaires pour voir la situation du cheptel dans la ville de Djibo (cf encadré sur l'Évaluation rapide de la situation du cheptel dans la ville de Djibo).

On note également une pression sur les ressources pastorales dans la commune de Dori, notamment sur les trois zones pastorales (Kougari, Sambonaye et Ceecol Nangué). Le barrage de Yacouta, caractérisé par un accès très limité, est le seul point d'eau de surface existant suite au tarissement de la mare de Dori et du barrage pastoral de Sambonaye.

Évaluation rapide de la situation du cheptel dans la ville de Djibo

L'afflux des nouveaux PDI vers le centre de Djibo, entre mi-février et mi-mars 2022, a motivé la réalisation de l'évaluation des moyens d'existence par le Système d'alerte précoce régional, appuyé techniquement et financièrement par la FAO. En effet, début mars 2022, le service de l'action humanitaire a enregistré plus de **5 100 ménages nouveaux déplacés au Centre de Djibo**. Ces populations venues des villages environnants de Djibo fuyaient les exactions et les ultimatum des GANE.

- La majorité des ménages déplacés internes de Djibo sont des agropasteurs.
- Plus de 91 pour cent des PDI ont perdu une partie de leurs actifs productifs, soit par abandon dans les localités d'origine, par razzia et/ou par destruction par les GANE.
- La majorité des nouveaux PDI ont pu emporter avec elles des animaux estimés à près de 150 000 têtes (ovins, caprins, bovins, ânes, camelins).
- Cette forte concentration du cheptel des nouveaux PDI à Djibo a entraîné une très grande pression sur les ressources naturelles (pâturage et eau d'abreuvement) déjà très peu accessibles en raison du blocus imposé autour de la ville et du tarissement du barrage (principal source d'eau de la ville).
- Très forte détérioration des termes de l'échange.
- 1 148 nouveaux ménages déplacés dont le cheptel est estimé à 8 038 têtes de petits ruminants et 3 445 têtes de bovins nécessitent une assistance immédiate pour la sauvegarde de leurs cheptels.

L'aliment pour bétail est disponible dans les deux grands centres de la région (Dori et Djibo) à des prix moyens de 8 000 XOF/sac de 50 kg contre 6 000 XOF d'habitude pour le tourteau de coton et 4 000 XOF pour le son de blé, soit le double de son prix habituel. Les prix du bétail sur pieds et les TDE sont en baisse par rapport à la même période l'année dernière. Les plus fortes baisses sont observées à Djibo en février 2022, avec 50 pour cent du prix des animaux et 75 pour cent des TDE.

Selon les résultats de l'analyse du CH, les provinces de Yagha, Oudalan et Seno sont en crise et la province du Soum en *urgence* (phase 4). Plus de 500 000 personnes sont en Phase 3+ et nécessitent une assistance immédiate. Ce nombre représente 22 pour cent de l'effectif des populations en Phase 3+ au Burkina Faso.

En outre, les marchés de Soum et de Séno étaient complètement fermés à la fin février 2022, selon le Système d'alerte précoce national. La plupart des autres marchés de la région fonctionnent à minima. Enfin, la situation alimentaire et nutritionnelle est préoccupante dans les quatre provinces de la région. En effet, plus de 50 pour cent des ménages ont tout au plus deux repas par jour. Selon le Système d'information sur les marchés agricoles, les hausses des prix varient de 21 à 74 pour cent pour le mil, 28 à 47 pour cent pour le sorgho et 37,7 pour cent à 40 pour cent pour le maïs. Le niveau des stocks paysans est très faible, ce qui impliquerait l'installation d'une soudure précoce.

Réponse d'urgence de la FAO

Centre-Nord

- Appui en transferts monétaires inconditionnels à 1 934 PDI et 2 842 ménages hôtes.
- Appui en transferts monétaires inconditionnels (activité de réponse rapide) à 1 281 PDI et 108 hôtes.
- Appui en espèces contre travail à 824 ménages PDI et 2 275 ménages hôtes.
- Distribution de noyau de volaille de chair (75 poussins) au profit de 150 ménages dirigés par des femmes.

Est

- Balisage de 100 ha de zone de pâturage.
- Réalisation de trois forages maraîchers et de deux forages pastoraux.
- Distribution de semences maraîchères, engrais et outils au profit de 600 ménages vulnérables provenant des provinces de la Gnagna et du Gourma.
- Faciliter l'accès des acteurs humanitaires, en particulier dans la province de la Kompienga.

Nord

- Appui en transferts monétaires inconditionnels à 1 293 ménages (dont 514 PDI et 779 hôtes).
- Appui en transferts monétaires inconditionnels (activité de réponse rapide) à 98 PDI et 49 ménages hôtes.
- Appui en transferts monétaires inconditionnels pour la mise en place d'activités génératrices de revenus (petit commerce, beurre de karité) à 648 ménages (dont 108 PDI et 540 hôtes).
- Appui en espèces contre travail à 576 ménages (dont 141 PDI et 535 hôtes).

Sahel

La FAO se prépare pour une intervention d'urgence entre fin avril et début mai à Djibo en faveur des nouveaux ménages déplacés et des hôtes vulnérables. Cette intervention portera sur l'alimentation du bétail (75 tonnes de SPAI), vaccination et déparasitage (8 038 petits ruminants et 5 870 bovins) et transferts monétaires inconditionnels pour 250 ménages.

Perspectives et recommandations

Les projections tirées suite à l'analyse de l'insécurité alimentaire indiquent que sans intervention d'ici juin 2022, plus de 3,4 millions de personnes seront en insécurité alimentaire au Burkina Faso, dont 18 pour cent en situation d'urgence alimentaire et environ 70 pour cent au sein des quatre régions. Les perspectives alimentaires pour les trois prochains mois pour les ménages ruraux pauvres et très pauvres seront difficiles en raison des facteurs déterminants suivants:

- L'insécurité risque de se dégrader dans ces régions, frontalières du Mali, où des opérations militaires en

cours obligent certains groupes armés à se replier en territoire burkinabé. Par ailleurs, dans un contexte exacerbé par l'urgence d'assister des populations dans le besoin, les autorités de la transition du Burkina Faso pourraient encourager les forces de défense et de sécurité à intensifier ces prochains mois la lutte contre les GANE. Au vu d'une insécurité davantage domestique, une action des forces de défense risquerait de complexifier davantage la situation alimentaire dans les localités touchées et perturber les activités agricoles (préparation de sol) et pastorales (transhumance) en cours et à venir.

- L'analyse des prix des denrées de base montre une tendance à la hausse dans les trois prochains mois (10 à 20 pour cent par rapport au prix actuel). Cette hausse, qui s'ajoute à l'épuisement des stocks paysans, conduirait la plupart des ménages à recourir au marché. Cette situation engendrait davantage de pression sur les moyens d'existence des ménages, qui seront contraints d'adopter des stratégies d'adaptation négatives au détriment principalement du cheptel. Ceci combiné à la conjoncture mondiale marquée par la guerre russo-ukrainienne, avec ses probables conséquences sur les prix des denrées comme le blé et particulièrement les intrants agricoles, devra être suivi avec attention afin d'éviter le basculement dans des situations extrêmes de certaines couches vulnérables de la population.
- Dans l'attente de la publication du pronostic régional consolidé pour la saison de pluies, les modèles de prévisions climatiques disponibles (<https://iri.columbia.edu/our-expertise/climate/forecasts/seasonal-climate-forecasts/>) indiquent une probabilité de pluie au-dessus de la moyenne. Cela pourrait être un élément bénéfique pour les activités agro-pastorales, si cette pluviométrie est bien répartie dans le temps et dans l'espace. Il convient néanmoins de souligner que ceci pourrait également augmenter le risque d'inondations dans les zones plus vulnérables.

Afin de mitiger les risques et de renforcer la résilience des communautés face à cette situation, les recommandations suivantes sont formulées:

- Fournir en urgence 600 tonnes d'aliments pour bétail et des soins vétérinaires (déparasitage, vaccins contre la pasteurolose bovine et ovine, la peste des petits ruminants et le charbon symptomatique) en appui à environ 4 500 bovins et 8 000 petits ruminants dans la zone de Djibo, où la présence de PDI entraîne une forte concentration des troupeaux qui a pour conséquence: (i) une compétition accrue pour l'accès à des ressources pastorales limitées; et (ii) des tensions accrues entre les communautés hôtes et les éleveurs déplacés. Ces appuis à fournir, si possible en avril/mai 2022, permettront d'éviter l'escalade des conflits qui risque d'alimenter l'insécurité déjà croissante dans la zone.

- Accélérer l’approvisionnement des boutiques SONAGESS ouvertes dans les différentes régions (surtout dans les zones à fort défis sécuritaires) et renforcer le mécanisme de ciblage pour une meilleure atteinte des ménages les plus vulnérables.
- Apporter les intrants et équipements de production agricole de la campagne 2022/23 (au plus tard en début mai) et d’élevage aux producteurs vulnérables et veiller à ce que les PDI bénéficiaires aient accès aux actifs productifs (terres, pâturages).
- Réaliser des évaluations rapides des moyens d’existence des nouveaux PDI (dans les régions du Sahel, Est, Centre-Nord et Nord) en cas de non disponibilité ou d’insuffisance de données nécessaires pour des interventions en appui aux moyens d’existence.
- Apporter un appui aux producteurs maraîchers des régions du Nord, du Centre-Nord et surtout les producteurs de tomates de Fada dans la région de l’Est, confrontés à des difficultés pour l’écoulement de leurs produits en raison de l’absence de certains acheteurs étrangers habituels (notamment du Bénin).



Contact:

Représentation de la FAO au Burkina Faso
FAO-BF@fao.org
<http://www.fao.org/countryprofiles/index/en/?iso3=BFA>
Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
Ouagadougou, Burkina Faso